

SECOND SESSION,
NINETEENTH LEGISLATIVE ASSEMBLY
OF THE NORTHWEST TERRITORIES

DEUXIÈME SESSION,
DIX-NEUVIÈME ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

BILL 66

PROJET DE LOI 66

AN ACT TO AMEND THE PROPERTY
ASSESSMENT AND TAXATION ACT

LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'ÉVALUATION
ET L'IMPÔT FONCIERS

REPRINT

RÉIMPRESSION

DISPOSITION

Date of Notice Date de l'avis	1st Reading 1 ^{re} lecture	2nd Reading 2 ^e lecture	To Committee Au Comité	Chairperson Président	Reported Rapport	3rd Reading 3 ^e lecture	Date of Assent Date de sanction

Summary

This Bill makes several amendments to the *Property Assessment and Taxation Act*. The Bill adjusts and clarifies certain definitions. It also gives the Director of Assessment greater authority in respect of first assessment orders, corrections to the rolls and carrying out supplementary assessments. The Bill updates provisions respecting Municipal Boards of Revision, Territorial Boards of Revision and the Assessment Appeal Tribunal to extend terms of appointment, to adjust decision-making timelines, to allow for sole adjudication in certain circumstances and to change the title of "secretary" to "registrar". The Bill also gives municipal employees the ability to purchase property at public auction with the approval of the municipal council.

Résumé

Le présent projet de loi apporte plusieurs modifications à la *Loi sur l'évaluation et l'impôt fonciers*. D'abord, il ajuste et précise certaines définitions. Ensuite, il donne un plus grand pouvoir au directeur de l'évaluation à l'égard des premières évaluations, des corrections aux rôles et de l'exécution des évaluations supplémentaires. De plus, le projet de loi met à jour des dispositions qui concernent les conseils de révision municipaux, le conseil de révision territorial et le tribunal d'appel de l'évaluation en prolongeant la durée de mandats, en augmentant les délais de prise de décision, en permettant, dans certaines circonstances, d'être entendu par un arbitre unique et en substituant le terme «secrétaire» à «registraire». Finalement, le projet de loi donne aussi aux employés municipaux la possibilité d'acheter une propriété aux enchères publiques lorsqu'ils obtiennent, au préalable, l'approbation du conseil municipal.

AN ACT TO AMEND THE PROPERTY ASSESSMENT AND TAXATION ACT

LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'ÉVALUATION ET L'IMPÔT FONCIERS

The Commissioner of the Northwest Territories, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly, enacts as follows:

La commissaire des Territoires du Nord-Ouest, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative, édicte :

1. The *Property Assessment and Taxation Act* is amended by this Act.

1. La *Loi sur l'évaluation et l'impôt fonciers* est modifiée par la présente loi.

2. Section 1 is amended by repealing the definition "works and transmission lines" and substituting the following:

2. L'article 1 est modifié par abrogation de la définition de «lignes de transmission» et par substitution de ce qui suit :

"works and transmission lines" means

«lignes de transmission» S'entend :

- (a) everything constructed or acquired for and used in the generation, transformation, transmission, distribution, delivery or sale of electricity to the public, or
- (b) a telecommunications line,

- a) de tout ce qui est construit, acquis ou utilisé dans le but de produire, de transformer, de transmettre, de distribuer, de livrer ou de vendre de l'électricité au public;
- b) des lignes de télécommunication.

but does not include the land on which it is located, improvements, anything forming part of a railway or the part of a line installed in a building. (*lignes de transmission*)

Ne sont pas compris le terrain où elles sont situées, les améliorations ni tout ce qui est compris dans la définition d'un chemin de fer ou d'une ligne installée dans un immeuble. (*works and transmission lines*)

3. (1) Section 2 is amended by this section.

3. (1) L'article 2 est modifié par le présent article.

(2) The following is added before subsection (1):

(2) La même loi est modifiée par insertion, avant le paragraphe (1), de ce qui suit :

Definition: "machinery and equipment"

2. (0.1) In this section, "machinery and equipment" includes the following things, whether or not they are mobile:

2. (0.1) Dans le présent article, «machinerie et équipement» comprend les choses suivantes, qu'ils soient mobiles ou non :

Définition : «machinerie et équipement»

- (a) materials;
- (b) devices;
- (c) fittings;
- (d) installations;
- (e) appliances;
- (f) apparatuses;
- (g) tanks, including supporting foundations and footings, but excluding tanks used exclusively for storage;
- (h) any other things set out in the regulations.

- a) le matériel;
- b) les dispositifs;
- c) les raccords;
- d) les installations;
- e) les appareils;
- f) les réservoirs, y compris les fondations de soutien et les semelles, mais sont exclus les réservoirs servant exclusivement à l'entreposage;
- g) toute autre chose prévue par règlement.

(3) Paragraph (1)(c) is repealed and the following is substituted:

(3) L'alinéa (1)c est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (c) machinery and equipment that forms an integral part of any activity on land or of any use of land, other than a residential activity or use, or

- c) la machinerie et l'équipement constituant une partie intégrante d'une activité exercée sur un terrain ou de l'utilisation de ce dernier, autre qu'une activité ou une utilisation résidentielle;

(4) Paragraph (2)(b) is amended by striking out "machinery, equipment, appliance or thing that is portable" and substituting "machinery and equipment or thing that is mobile".

(4) L'alinéa (2)b) est modifié par suppression de «les biens meubles, y compris les véhicules, la machinerie, l'équipement, les appareils ou les autres choses transportables» et par substitution de «les biens personnels, y compris les véhicules, la machinerie et l'équipement, ou les autres choses mobiles».

4. Subsection 10(2) is repealed and the following is substituted:

4. Le paragraphe 10(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Delegation

(2) The Minister may delegate the authority to direct assessors under subsection (1) to the Director.

(2) Le ministre peut déléguer au directeur le pouvoir de donner des directives aux évaluateurs aux termes du paragraphe (1).

Délégation

Factors relevant to first assessment

(3) In directing assessors under subsection (1), the Minister or Director shall consider the following factors in respect of the assessable property:

- (a) the remoteness of its location;
- (b) the costs of assessment;
- (c) its potential tax revenue.

(3) Dans ses directives aux évaluateurs, le ministre ou le directeur tient compte des facteurs suivants :

- a) l'éloignement de la propriété évaluable;
- b) les coûts de l'évaluation de celle-ci;
- c) les recettes fiscales qui peuvent en être tirées.

Facteurs pertinents à la première évaluation

5. Subsection 16(2) is repealed and the following is substituted:

5. Le paragraphe 16(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Predominant use

(2) Where two or more uses are being made of assessed property, the assessor shall, in accordance with any regulations made under this Act, assign a property class to the assessed property based on the predominant use being made of the assessed property.

(2) Lorsqu'une propriété évaluée est utilisée à plusieurs fins, l'évaluateur, conformément aux règlements pris en vertu de la présente loi, lui attribue une catégorie selon son affectation principale.

Affectation principale

6. Subsection 20(2) is repealed and the following is substituted:

6. Le paragraphe 20(2) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Other assessed owners

(2) An improvement must be recorded in the assessment roll in the name of the person in legal possession of the improvement, or that part of which the person is the occupier, where the improvement is occupied primarily for non-residential purposes and is located on a parcel whose assessed owner is

- (a) Her Majesty in right of Canada;
- (b) the Commissioner;
- (c) the Government of the Northwest Territories;
- (d) a municipal corporation; or
- (e) the owner of Inuvialuit lands.

(2) L'amélioration est inscrite au rôle d'évaluation au nom de la personne qui en a légalement la possession, ou qui en occupe une partie lorsque l'amélioration est occupée principalement à des fins non résidentielles et qu'elle est située sur une parcelle dont le propriétaire évalué est, selon le cas :

- a) Sa Majesté du chef du Canada;
- b) le commissaire;
- c) le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest;
- d) une corporation municipale;
- e) le propriétaire d'une terre des Inuvialuit.

Autres propriétaires évalués

7. The English version of subsection 24(1) is amended by striking out "he or she" and substituting "the person".

7. La version anglaise du paragraphe 24(1) est modifiée par suppression de «he or she» et par substitution de «the person».

8. The English version of that portion of subsection 26(2) preceding paragraph (a) is repealed and the following is substituted:

8. La version anglaise du passage introductif du paragraphe 26(2) est abrogée et remplacée par ce qui suit :

(2) On being satisfied that the errors, omissions or corrections referred to the Director under subsection (1), or otherwise brought to the Director's attention, must be corrected, the Director shall

(2) On being satisfied that the errors, omissions or corrections referred to the Director under subsection (1), or otherwise brought to the Director's attention, must be corrected, the Director shall

9. (1) Subsection 29(1) is repealed and the following is substituted:

9. (1) Le paragraphe 29(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application

29. (1) This section and section 29.1 apply to
(a) an assessment roll;
(b) a certified assessment roll;
(c) a certified assessment roll, first revision;
(d) a certified assessment roll, second revision;
(e) a certified assessment roll, third revision;
and
(f) a tax roll.

29. (1) Le présent article et l'article 29.1 s'appliquent :

- a) au rôle d'évaluation;
- b) au rôle d'évaluation certifié;
- c) au rôle d'évaluation certifié, première révision;
- d) au rôle d'évaluation certifié, deuxième révision;
- e) au rôle d'évaluation certifié, troisième révision;
- f) au rôle d'imposition.

(2) The English version of paragraph 29(3)(b) is amended by striking out "he or she" and substituting "they".

(2) La version anglaise de l'alinéa 29(3)b est modifiée par suppression de «he or she» et par substitution de «they».

10. (1) Subsection 29.1(1) is repealed and the following is substituted:

10. (1) Le paragraphe 29.1(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Correction of roll

29.1. (1) Where a clerical, typographical or administrative error, omission or misdescription is discovered on a roll, the Director may
(a) cause the appropriate changes to be made to the roll;
(b) send an amended roll to the appropriate authority; and
(c) ensure that an amended notice of assessment is sent to the assessed owner recorded on the roll.

29.1. (1) Lorsqu'une erreur d'écriture, typographique ou administrative, une omission ou une description fautive est découverte dans un rôle, le directeur peut :

- a) y faire apporter les modifications nécessaires;
- b) envoyer à l'administration appropriée un rôle modifié;
- c) faire en sorte qu'un avis d'évaluation modifié soit envoyé au propriétaire évalué inscrit au rôle en cause.

(2) Subsection 29.1(2) is amended by striking out "a certified assessment roll, first revision," and substituting "a roll".

(2) Le paragraphe 29.1(2) est modifié par suppression de «un rôle d'évaluation certifié, première révision,» et par substitution de «un rôle».

11. Subsection 31(1) is amended by striking out "one year" and substituting "three years".

11. Le paragraphe 31(1) est modifié par suppression de «un an» et par substitution de «trois ans».

12. The following provisions are each amended by striking out "secretary" and substituting "registrar":

- (a) subsection 32(2);
- (b) subsection 37(2);
- (c) subsections 40(3), (4) and (5);
- (d) that portion of section 42 preceding paragraph (a);
- (e) subsection 43(2);
- (f) that portion of section 46 preceding paragraph (a);
- (g) subsection 52(2);
- (h) that portion of section 62 preceding paragraph (a);
- (i) that portion of subsection 64(3) preceding paragraph (a);
- (j) subsections 64(4) and (5), wherever it appears;
- (k) that portion of subsection 65(1) preceding paragraph (a);
- (l) subsection 66(2).

13. Subsection 34(1) is amended by striking out "one year" and substituting "three years".

14. The English version of paragraph 42(b) is amended by striking out "he or she" and substituting "the owner".

15. The following is added after section 44:

44.1. The Territorial Board of Revision shall render a decision no later than March 31 regarding a complaint made in the preceding 12 months.

16. Subsection 49(1) is amended by striking out "three years" and substituting "five years".

17. (1) Section 51 is amended by this section.

(2) The English version of paragraph (1)(d) is amended by striking out "his or her" and substituting "the chairperson's".

(3) The following is added after subsection (1):

12. Les dispositions suivantes sont modifiées par suppression de «secrétaire» et par substitution de «registraire» :

- a) le paragraphe 32(2);
- b) le paragraphe 37(2);
- c) les paragraphes 40(3), (4) et (5);
- d) le passage introductif de l'article 42;
- e) le paragraphe 43(2);
- f) le passage introductif de l'article 46;
- g) le paragraphe 52(2);
- h) le passage introductif de l'article 62;
- i) le passage introductif du paragraphe 64(3);
- j) les paragraphes 64(4) et (5), à chaque occurrence;
- k) le passage introductif du paragraphe 65(1);
- l) le paragraphe 66(2).

13. Le paragraphe 34(1) est modifié par suppression de «un an» et par substitution de «trois ans».

14. La version anglaise de l'alinéa 42b) est modifiée par suppression de «he or she» et par substitution de «the owner».

15. La même loi est modifiée par insertion, après l'article 44, de ce qui suit :

44.1. Le conseil de révision territorial rend sa décision au plus tard le 31 mars à l'égard de la plainte déposée dans les 12 derniers mois.

16. Le paragraphe 49(1) est modifié par suppression de «trois ans» et par substitution de «cinq ans».

17. (1) L'article 51 est modifié par le présent article.

(2) La version anglaise de l'alinéa (1)d) est modifiée par suppression de «his or her» et par substitution de «the chairperson's».

(3) La même loi est modifiée par insertion, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Time limit:
Territorial
Board of
Revision
decision

Délai :
décision du
conseil de
révision
territorial

Sole adjudicator

- (1.1) The chairperson may
- (a) designate a member to sit as a sole adjudicator of the Tribunal;
 - (b) direct the sole adjudicator to conduct any proceeding that the Tribunal could itself conduct; and
 - (c) delegate any of the chairperson's powers or duties under this Act to the sole adjudicator.

(4) Subsection (2) is amended by striking out "a panel of the Tribunal" and substituting "a panel of the Tribunal or sole adjudicator".

- (5) Subsection (3) is amended**
- (a) by striking out "panel of the Tribunal" and substituting "panel of the Tribunal or sole adjudicator"; and**
 - (b) by striking out "referred to it", in the English version, and substituting "referred to the panel or sole adjudicator".**

(6) Subsection (4) is amended by striking out "panels of the Tribunal" and substituting "panels of the Tribunal or sole adjudicators".

18. Deleted in Standing Committee, February 13, 2023.

19. The English version of subsection 63(2) is amended by striking out "his or her" and substituting "their".

19.1. The following is added after subsection 66(1):

(1.1) The Tribunal shall make a decision within three months after the day on which the notice of appeal is received by the registrar of the Tribunal.

20. The English version of paragraph 80(c) is amended by striking out "he or she" and substituting "the person".

21. The English version of paragraph 87(c) is amended by striking out "he or she" and substituting "the owner".

22. (1) Subsection 97.81(1) is repealed and the following is substituted:

Decision within three months

Arbitre unique

- (1.1) Le président peut :
- a) nommer un membre pour siéger comme arbitre unique du tribunal;
 - b) ordonner à l'arbitre unique de tenir une instance que le tribunal aurait pu tenir;
 - c) déléguer à l'arbitre unique les attributions que la présente loi lui confère.

(4) Le paragraphe (2) est modifié par suppression de «d'un comité du tribunal» et par substitution de «d'un comité du tribunal ou d'un arbitre unique».

- (5) Le paragraphe (3) est modifié :**
- a) par suppression de «Un comité du tribunal» et par substitution de «Un comité du tribunal ou un arbitre unique»;**
 - b) par suppression de «referred to it», dans la version anglaise, et par substitution de «referred to the panel or sole adjudicator».**

(6) Le paragraphe (4) est modifié par suppression de «Plusieurs comités du tribunal» et par substitution de «Plusieurs comités du tribunal ou arbitres uniques».

18. Supprimé par le comité permanent le 13 février 2023.

19. La version anglaise du paragraphe 63(2) est modifiée par suppression de «his or her» et par substitution de «their».

19.1. La même loi est modifiée par insertion, après le paragraphe 66(1), de ce qui suit :

(1.1) Le tribunal rend sa décision dans les trois mois suivant la réception de l'avis d'appel par le registraire du tribunal.

20. La version anglaise de l'alinéa 80(c) est modifiée par suppression de «he or she» et par substitution de «the person».

21. La version anglaise de l'alinéa 87(c) est modifiée par suppression de «he or she» et par substitution de «the owner».

22. (1) Le paragraphe 97.81(1) est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Décision dans les trois mois

Purchases by municipal council members, officers and employees	97.81. (1) No council member, officer or employee of a municipal taxing authority may purchase, on their own behalf, any taxable property offered for sale at a public auction by the municipal taxing authority, without the prior approval of the council of the municipal taxing authority.	97.81. (1) Les membres du conseil, les agents administratifs ou les employés d'une administration fiscale municipale ne peuvent acheter, en leur nom, les propriétés imposables mises en vente aux enchères par l'administration fiscale municipale, sans l'approbation préalable du conseil de cette administration.	Achat par les membres du conseil, les agents et les employés
Approval to be public	(1.1) For greater certainty, if a council approves a purchase under subsection (1), the approval must be (a) made by resolution; and (b) recorded in the minutes of the meeting at which the approval was made.	(1.1) Il est entendu que si le conseil approuve l'achat prévu au paragraphe (1), l'approbation doit, à la fois : a) être faite par résolution; b) être consignée au procès-verbal de la réunion à laquelle l'achat a été approuvé.	Approbation à rendre publique
	(2) The English version of subsection 97.81(4) is amended by striking out "his or her" and substituting "the officer's or employee's".	(2) La version anglaise du paragraphe 97.81(4) est modifiée par suppression de «his or her» et par substitution de «the officer's or employee's».	
	23. Section 100 is repealed and the following is substituted:	23. L'article 100 est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Request by Minister of Finance	100. (1) The Minister of Finance may, by written notice to the Director, request that a supplementary assessment be conducted in respect of one or more property classes within the general taxation area.	100. (1) Le ministre des Finances peut, au moyen d'un avis écrit au directeur, demander qu'une évaluation supplémentaire soit effectuée à l'égard d'une ou plusieurs catégories de propriétés dans une zone d'imposition générale.	Demande par le ministre des Finances
Request by municipal taxing authority	(2) A municipal taxing authority may, by written notice to the Director, request that a supplementary assessment be conducted in respect of all assessable property within its municipal taxation area.	(2) Une administration fiscale municipale peut, au moyen d'un avis écrit au directeur, demander qu'une évaluation supplémentaire soit effectuée à l'égard de toutes les propriétés évaluables dans sa zone d'imposition municipale.	Demande par l'administration fiscale municipale
Timeline	(3) Subject to section 101, a supplementary assessment must be conducted (a) no later than December 31 in the year in which the Director receives the request for the supplementary assessment, if the request is received before July 1; or (b) no later than June 30 in the year following the year in which the Director receives the request for the supplementary assessment, if the request is received after July 1.	(3) Sous réserve de l'article 101, une évaluation supplémentaire est effectuée : a) au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le directeur l'a reçue, si la demande a été reçue avant le 1 ^{er} juillet; b) au plus tard le 30 juin de l'année suivante si le directeur a reçu la demande après le 1 ^{er} juillet.	Délai
Continuing notice	(4) A request to conduct a supplementary assessment may specify that the request is for a supplementary assessment to be conducted annually, until the request is amended or revoked by written notice to the Director.	(4) La demande d'évaluation supplémentaire peut préciser que cette évaluation se fera sur une base annuelle, jusqu'à ce que la demande soit modifiée ou révoquée au moyen d'un avis écrit au directeur.	Évaluation supplémentaire annuelle
	24. Subsections 101(1) and (2) are repealed and the following is substituted:	24. Les paragraphes 101(1) et (2) sont abrogés et remplacés par ce qui suit :	

Acceptance or rejection of request	101. (1) The Director may accept or reject a request to conduct a supplementary assessment.	101. (1) Le directeur peut accepter ou rejeter une demande d'évaluation supplémentaire.	Acceptation ou rejet de la demande
Factors	(1.1) In making a decision to accept or reject a request under subsection (1), the Director shall consider the following factors in respect of the assessable property: (a) the remoteness of the property's location; (b) the costs of assessing the property; (c) the property's potential tax revenue.	(1.1) Lorsqu'il décide s'il doit ou non accepter la demande, le directeur considère les facteurs suivants : a) l'éloignement de la propriété évaluable; b) les coûts de l'évaluation de celle-ci; c) les recettes fiscales qui peuvent en être tirées.	Facteurs à considérer
Written reasons for rejection	(2) If the Director rejects a request for a supplementary assessment, the Director shall send written reasons for the rejection to the appropriate authority within 30 days after the day on which the Director received the request.	(2) Lorsqu'il rejette la demande d'évaluation supplémentaire, le directeur transmet par écrit, dans les 30 jours de la date de réception de la demande, les motifs sur lesquels se base sa décision à l'administration compétente.	Rejet motivé par écrit
	24.1. Section 112 is repealed and the following is substituted:	24.1. L'article 112 est abrogé et remplacé par ce qui suit :	
Variation of time	112. (1) The Minister, in respect of Parts I, II and IV, and the Minister of Finance, in respect of Part III, may, by order, alter the dates or periods of time fixed by this Act for the doing of anything, whether or not the date or time has passed or expired, where the thing cannot be done or has not been done, within the time or by the date fixed.	112. (1) Le ministre, en ce qui a trait aux parties I, II et IV, ou le ministre des Finances, en ce qui a trait à la partie III, peut modifier par arrêté les dates ou les délais fixés par la présente loi pour l'accomplissement d'un acte, que la date soit passée ou non ou que le délai soit écoulé ou non, lorsque cet acte ne peut être accompli ou ne l'a pas été à la date ou dans le délai fixé.	Modification
Publication	(2) An order made under subsection (1) must, within five days after the day on which the order is made, be published (a) on the website of the Department of Municipal and Community Affairs, in the case of an order made by the Minister; or (b) on the website of the Department of Finance, in the case of an order made by the Minister of Finance.	(2) L'arrêté au titre du paragraphe (1) doit, dans les cinq jours suivant la date à laquelle il est pris, être publié : a) sur le site Web du ministère des Affaires municipales et communautaires, dans le cas d'un arrêté pris par le ministre; b) sur le site Web du ministère des Finances, dans le cas d'un arrêté pris par le ministre des Finances.	Publication
	25. The English version of section 113 is amended by striking out "him or her" and substituting "them".	25. La version anglaise de l'article 113 est modifiée par suppression de «him or her» et par substitution de «them».	
	26. (1) The English version of subparagraph 114(1)(a)(i) is amended by striking out "his or her" and substituting "the individual's".	26. (1) La version anglaise du sous-alinéa 114(1)a(i) est modifiée par suppression de «his or her» et par substitution de «the individual's».	
	(2) Subparagraph 114(1)(c)(i) is amended by striking out "for him or her".	(2) Le sous-alinéa 114(1)c(i) est modifié par suppression de «pour lui».	

27. The English version of paragraph 115(2)(f) is amended by striking out "him or her" and substituting "them".

27. La version anglaise de l'alinéa 115(2)f) est modifiée par suppression de «him or her» et par substitution de «them».

28. The following is added after paragraph 117(1)(g):

28. La même loi est modifiée par insertion, après l'alinéa 117(1)g), de ce qui suit :

(g.1) describing items that constitute machinery and equipment under section 2;

g.1) décrire les objets qui constituent une machinerie et de l'équipement en application de l'article 2;